Document généré le 30 avr. 2024 14:02

L'Actualité économique

Nouveaux instruments d'analyse conjoncturelle

Jean Marczewski

Volume 38, numéro 4, janvier–mars 1963

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1001819ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1001819ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)
1710-3991 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Marczewski, J. (1963). Nouveaux instruments d'analyse conjoncturelle. *L'Actualité économique*, *38*(4), 513–547. https://doi.org/10.7202/1001819ar

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1963

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Nouveaux instruments d'analyse conjoncturelle

I — *Observation des mouvements conjoncturels*

La science de la conjoncture est née de la rencontre de deux courants entièrement indépendants à l'origine.

D'une part, des économistes théoriciens frappés par la régularité des crises qui se manifestent depuis le début de l'industrialisation, cherchent à expliquer l'origine et le mécanisme de ce phénomène. Ce courant remonte au moins à Malthus[1]. Il est illustré par les noms d'Owen, de Sismondi, de Say, de Rodbertus, de Marx. Il prend une forme scientifique moderne, fondée sur une observation plus précise des faits, avec Juglar (1860), Tugan-Baranowski (1894), Sombart (1902), Schmoller (1904), Bounatian (1908), Aftalion (1913), Spiethoff (1924), Harrod (1936), Hicks (1951), pour ne citer que les auteurs les plus connus.

D'autre part, des statisticiens et des économistes d'action se préoccupent de fournir au monde des affaires des instruments d'observation permettant de suivre et de prévoir les fluctuations économiques. Parmi les précurseurs de cette tendance figurent von Neumann-Spallart [2] et de Foville [3]. Peuvent également y être rattachés les nombreux économistes d'action américains qui fondèrent toute une série d'organismes privés d'observation conjoncturelle, tels que Brookmire Economic Service, Babson Statistical Organization, Standard Statistics Company,

1. *Principles of Political Economy*, 1ère édition, Londres 1820, pp. 351-375.

2. « Sur la meilleure méthode pour apprécier l'état social et économique d'un pays à une époque déterminée », *Bulletin de l'Institut International de Statistique*, 1887.

3. « Essai de météorologie économique et sociale », *Journal la Société Statistique de Paris*, 1888.

Moody's Investors Service, Poor's Publishing Company, Franklin Statistical Service, Karsten's Statistical Laboratory, Bureau of Business Conditions à l'Institut Alexander Hamilton, Silberling Business Service. Mais l'expression la plus connue de cette tendance fut la méthode des baromètres économiques de Harvard. Lancée en 1916 par Warren M. Persons [4], cette méthode fut à l'origine des premiers instituts scientifiques de conjoncture : Harvard University Committee of Economic Research (1917), Instituts de conjoncture de Moscou (1921), de Stockholm (1922), de Londres et Paris (1923), de Berlin (1925), de Rome, Varsovie et Budapest (1926), de Vienne (1927), etc. Elle consistait à s'abstenir expressément de toute explication à priori du cycle et à concentrer tous les efforts des *conjoncturistes* sur l'enregistrement, la mesure et le classement systématique des phénomènes cycliques, afin d'en déduire des régularités statistiques rendant possible la prévision. Dans ce but, on construisait un grand nombre de séries statistiques représentant l'évolution des différents phénomènes économiques dans le temps. Les séries brutes ainsi obtenues étaient ensuite décomposées en quatre sortes de mouvements.

1) Un mouvement de longue durée ou *trend* calculé par la méthode de moyenne mobile ou, mieux, par l'ajustement d'une fonction. Dans ce dernier cas, on se servait et on se sert encore de la méthode des moindres carrés. Or, celle-ci suppose implicitement que les écarts à la ligne du *trend* sont indépendants les uns des autres et que leur distribution obéit à la loi normale. Cette hypothèse n'est généralement pas vérifiée en ce qui concerne les phénomènes économiques, dont les variations sont le plus souvent liées les unes aux autres. L'application de la méthode des moindres carrés au calcul du *trend* doit donc être considérée comme arbitraire. Le choix de la fonction à ajuster est également arbitraire. Il suppose que le *trend* est dû à un ensemble de causes indépendantes des variations de courte période. Or, le *trend* est déterminé essentiellement par l'évolution de l'emploi et de la productivité moyenne de la population employée. Aussi bien l'emploi que la productivité subissent, à tout instant, l'influence des variations de courte période. Il est donc impossible de séparer le *trend* du cycle, sans supposer arbitrairement que cette influence s'exprime par des fluctuations

4. « Construction of a Business Barometer », *American Economic Review*, décembre 1916.

régulières qui se compensent mutuellement. Malheureusement l'expérience ne confirme pas cette supposition.

2) Un mouvement annuel représentant les variations saisonnières. La déduction de ce mouvement est tout à fait légitime. Les variations saisonnières sont dues à des causes revenant de façon régulière et qui sont effectivement indépendantes des causes qui déterminent la croissance et les fluctuations cycliques. Mais le calcul des variations saisonnières est difficile, de sorte que, dans le meilleur des cas, on n'obtient qu'une approximation grossière des mouvements corrigés de ces variations.

3) Un mouvement d'une durée moyenne de 7 à 11 ans qui est censé représenter le cycle proprement dit et qui est obtenu par l'élimination des deux mouvements précédents et des variations dites accidentelles.

4) Les variations accidentelles qui n'entrent dans aucune des catégories précédentes, car elles n'obéissent à aucune régularité. Elles peuvent être dues à toute une série de causes extra-économiques, telles que cataclysmes naturels, guerres, grèves, etc. Leur élimination ne peut être qu'arbitraire puisque ce sont précisément elles qui engendrent les mouvements cycliques en déclenchant les mouvements cumulatifs d'expansion et de contraction.

En fait, l'école de Harvard étudiait des courbes plus ou moins épurées du *trend* et des variations saisonnières, mais qui contenaient en plus des variations cycliques, les variations accidentelles. Après de nombreux essais, furent considérées comme particulièrement représentatives de la conjoncture, trois courbes :

a) *Spéculation* qui résumait les cours des actions et des compensations ;
b) *Business* qui représentait la production, les prix et les compensations boursières à New-York ;
c) *Taux de l'intérêt* qui indiquait les mouvements des taux d'intérêt et les dépôts dans les banques.

L'appréciation de la conjoncture résultait de la succession dans le temps des fluctuations de ces trois courbes. Après quelques prévisions réussies, vint le retentissant échec de 1929 qui discrédita la méthode [5].

5. Cependant comme le montre A. Piatier : *Statistique et observation économique*, « Thémis » P.U.F., Paris, 1961, p. 602, ce discrédit n'est pas entièrement justifié.

La première tentative scientifique pour réaliser la synthèse des recherches théoriques et des investigations empiriques dans le domaine du cycle économique fut entreprise, dans le cadre du National Bureau of Economic Research par Wesley-C. Mitchell dont le grand ouvrage *Business Cycles* est daté de 1913.

Certes, les théoriciens du cycle tels que Juglar, Tugan-Baranowski, Lescure, Aftalion et beaucoup d'autres, ne manquaient généralement pas d'illustrer leurs raisonnements avec de nombreuses séries statistiques. De même, les observateurs empiriques du cycle ne pouvaient éliminer complètement, malgré leurs efforts en ce sens, l'influence que les théories exerçaient sur leurs recherches. Mais l'interférence de la théorie et de la recherche empirique se réalisait dans ces deux cas de façon implicite, difficile à définir exactement. On pouvait toujours reprocher aux uns et aux autres de choisir leurs matériaux statistiques de façon à démontrer les théories qu'ils avançaient ou auxquelles ils croyaient implicitement. L'effort de synthèse de Mitchell consiste au contraire à prendre en considération, au départ, toutes les théories existantes, à les décomposer en leurs éléments premiers, et ensuite, à vérifier empiriquement le comportement de ces éléments.

Les travaux de W.-C. Mitchell furent poursuivis dans le cadre du National Bureau of Economic Research, fondé à New-York en 1919, avec la collaboration de Frederick-C. Mills, Wilford-I. King, Willard-L. Thorp, Simon-S. Kuznets, Geoffrey-H. Moore et Arthur-F. Burns. Dans la longue liste des publications du National Bureau sur le cycle économique, il faut mentionner particulièrement l'ouvrage capital de F. Burns et Wesley-C. Mitchell : *Measuring Business Cycles* [6]. La plus récente publication de cette école est le grand ouvrage collectif édité par Geoffrey-H. Moore : *Business Cycle Indicators* [7]. Les auteurs de cet ouvrage distinguent trois sortes d'indicateurs choisis parmi quelques 800 indicateurs qui ont fait l'objet de leurs recherches :

1) huit indicateurs *avancés* qui précèdent les mouvements conjoncturels ;

2) un grand nombre d'indicateurs *simultanés* qui caractérisent le mouvement fondamental au moment où il se produit ;

6. National Bureau of Economic Research, New-York 1946.
7. Princeton University Press, Princeton 1961.

3) un certain nombre d'indicateurs *décalés* qui suivent le mouvement fondamental et dont la distinction s'impose pour ne pas les confondre avec les indicateurs avancés.

Les délais qui séparent les maximums et les minimums de ces différents indicateurs, ainsi que leur dispersion pendant chaque phase du cycle sont soigneusement étudiés, mais, contrairement à l'ancien comité de Harvard, l'école du National Bureau se refuse de donner une interprétation mécanique de leurs mouvements.

*
* *

La comptabilité nationale nous permet de comprendre l'erreur qui est à la base de l'échec de la méthode Harvard. Elle nous montre plus généralement encore que toute tentative d'interprétation mécanique d'un système d'indicateurs est nécessairement aléatoire. Elle nous conduit à distinguer soigneusement entre l'étude des conjonctures passées et la prévision des conjonctures futures.

La première impression qui se dégage de l'examen des comptes d'une nation est celle de l'interdépendance qui lie tous les phénomènes économiques. Cette interdépendance est mise en évidence grâce à l'emploi de la méthode à parties doubles. Celle-ci oblige le comptable national à rechercher la contrepartie de chaque mouvement d'un compte, dans un autre compte du même agent, ou dans un compte d'un agent différent. La comptabilité nationale permet ainsi d'appliquer à l'observation conjoncturelle une des plus grandes découvertes de la science économique, celle de la théorie de Léon Walras sur l'équilibre général, dont le zigzag de Quesnay constituait déjà une première figuration intuitive.

Puisque tous les phénomènes économiques sont interdépendants et puisque les actions et les réactions qui se produisent à l'intérieur du système économique ne suivent pas nécessairement les mêmes cheminements, la recherche d'indicateurs susceptibles de donner une interprétation mécanique de la conjoncture est condamnée d'avance à un échec. On aura beau multiplier les collections d'indicateurs, mesurer les décalages et les dispersions qui caractérisent leur évolution, on ne parviendra jamais à en dégager une explication générale de la conjoncture, ni à s'en servir avec succès pour la prévision.

Certes, les indicateurs sont utiles et même indispensables, mais leur rôle ne consiste pas à annoncer automatiquement les différentes phases

de la conjoncture. Ils doivent être choisis de façon à représenter non pas des séries isolées de phénomènes d'un type donné, mais de façon à montrer les différents aspects de l'évolution d'un ensemble complexe de phénomènes liés les uns aux autres. Autrement dit, à l'étude verticale des séries chronologiques indépendantes les unes des autres, il faut substituer une étude à la fois verticale et horizontale, des séries chronologiques liées les unes aux autres, ces liaisons pouvant comporter des décalages dans le temps plus ou moins importants et variables.

Parmi les indicateurs qui répondent à ces exigences, le plus important est le produit national brut à prix constants et à prix courants [8].

Le produit national brut est en effet le plus général de tous les indicateurs de la conjoncture et de la croissance : il tient compte en principe de toutes les activités économiques de la nation.

Établi en valeur réelle, c'est-à-dire aux prix constants d'une période de référence, le produit net obtenu par la déduction des amortissements du produit brut [9] donne la meilleure mesure de la croissance économique de la nation en longue période. Les variations du rythme de croissance du produit national brut à prix constants constituent en revanche l'expression la plus synthétique des fluctuations conjoncturelles en période courte.

Établi en valeur courante, le produit national brut permet de suivre les modifications constatées du produit en valeur réelle à travers tout le système économique, en facilitant ainsi la recherche des causes premières de ces modifications.

En effet, le produit national brut comporte trois aspects :

— un aspect production : le produit national brut est la somme des valeurs ajoutées de toutes les branches d'activité ;

— un aspect revenu : le produit national brut est la somme de tous les revenus engendrés par la production : salaires et cotisations patronales de sécurité sociale, profits distribués bruts, profits non distribués bruts avant impôts, impôts indirects nets des subventions ;

— un aspect utilisation finale : le produit national brut est la somme de toutes les utilisations finales des biens et services produits

8. Pour la définition de ces agrégats, voir notre étude : *La comptabilité nationale*, Dalloz, Paris 1960, pp. 652 et suiv.

9. Pour la notion d'amortissement utilisée en comptabilité nationale, cf. *La Comptabilité Nationale*, I. Marczewski, Dalloz, Paris.

par la nation : consommation privée et publique, formation de capital fixe, formation de stocks, exportations nettes au sens large [10].

Ainsi, l'origine de toute modification du produit national peut être recherchée, à la fois, dans trois directions :

— celle des conditions de production ;

— celle des variations indépendantes des rémunérations des facteurs ;

— celle des modifications de la demande finale.

Cependant, malgré tous ses avantages, le produit national brut ne peut être considéré comme l'indicateur unique de la conjoncture.

D'une part, le produit national n'est connu qu'avec un retard considérable. Les pays les plus avancés dans le domaine de la comptabilité nationale (en premier lieu les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, les Pays-Bas, la Norvège, la France, l'Allemagne Occidentale) s'efforcent d'en établir des estimations provisoires à des intervalles trimestriels. Dans tous les autres pays, ce n'est que plusieurs mois après la fin de l'année que l'on obtient les chiffres de l'année écoulée. Ils ne peuvent alors servir qu'à l'interprétation des conjonctures passées. La constatation des conjonctures présentes et, à plus forte raison, la prévision des conjonctures futures, doit faire appel à des indicateurs auxiliaires moins complets et moins parfaits, mais qui rendent compte des modifications de la conjoncture dans des délais bien moins longs, comme les indices de la production industrielle, le volume des marchandises transportées, la consommation d'électricité, les offres et les demandes d'emploi, le temps de travail, les chiffres d'affaires et les bénéfices des sociétés, les commandes enregistrées et le volume des commandes en carnet, les commandes de papier et de carton d'emballage, etc. Le recours à ces indicateurs verticaux intervient alors à titre complémentaire et provisoire. Leur interprétation ne devient définitive qu'après son intégration dans l'interprétation générale fondée sur une analyse du produit national brut.

D'autre part, le produit national n'est pas assez sensible aux différents aspects des fluctuations conjoncturelles. En effet, le produit national représente une masse énorme d'opérations économiques, dont certaines se développent tandis que d'autres se contractent. Des com-

10. C'est-à-dire y compris les soldes des dépenses de tourisme des services et des revenus des facteurs productifs dans les échanges avec l'étranger.

pensations qui s'effectuent ainsi peuvent avoir, pour le même montant du produit total, une signification conjoncturelle très différente, selon les différentes modalités dont les éléments particuliers du produit se sont combinés. Il est donc nécessaire de considérer, à côté du produit national qui est un indicateur essentiellement quantitatif de la croissance et de la conjoncture, des indicateurs qualitatifs, appelés à mettre en valeur les changements intervenus dans la composition du produit.

Ainsi, toute variation du produit national brut à prix constants résulte d'une variation de l'emploi et d'une variation de la productivité. La proportion dans laquelle ces deux facteurs peuvent se combiner, pour un taux donné de croissance du produit, est évidemment une caractéristique très importante de la conjoncture. Une variation *normale* obtenue par l'accroissement parallèle de l'emploi et de la productivité présente une stabilité plus grande qu'une variation *intensive* réalisée essentiellement grâce à l'amélioration de la productivité. Elle est également préférable à une variation *extensive* due à une augmentation massive de l'emploi [11].

Une variation peut devenir intensive soit parce que l'offre de main-d'œuvre est insuffisante, soit parce que le pays en question se trouve au lendemain d'un ralentissement conjoncturel et que l'augmentation de la production s'effectue tout d'abord par une utilisation plus complète des facteurs *thésaurisés* par les entreprises. Dans le premier cas, le manque de main-d'œuvre contribue à la croissance de tendances inflationnistes. Dans le second cas, le refus délibéré d'utiliser toute la main-d'œuvre favorise la tendance déflationniste. Dans le premier cas, le chômage diminue, ou reste stationnaire au niveau du chômage frictionnel ; dans le second, le chômage tend plutôt à s'accroître du fait de l'afflux de nouvelles générations sur le marché du travail. On doit donc distinguer les variations du produit *intensives à chômage décroissant*, et les variations du produit *intensives à chômage croissant*.

Les variations *extensives* se produisent souvent au début d'une récession, lorsque les entreprises ralentissent leur production, sans procéder pour autant à des licenciements massifs de personnel. Dans ce cas, le chômage augmente ne serait-ce que du fait de l'afflux de nouvelles générations sur le marché du travail. Mais les variations exten-

11. Voir notre étude : *L'Europe dans l'économie mondiale (esquisse d'une théorie intégrée de la conjoncture et de la croissance)*, Cahiers de l'Institut de Science Économique Appliquée, Série AC no 2, Paris 1963, II[e] partie, chapitre I.

sives du produit peuvent également être dues à un recrutement accéléré de main-d'œuvre que les entreprises cherchent à se procurer, en anticipant un accroissement de la production. Dans ce cas, le chômage diminue. Il y a donc lieu de distinguer les variations du produit *extensives à chômage croissant* et les variations du produit *extensives à chômage décroissant*.

Mais l'emploi et le chômage ne sont pas les seuls indicateurs qualitatifs susceptibles de nuancer les informations purement quantitatives qui résultent des variations globales du produit national brut.

Pour une variation donnée du produit national brut à prix constants, il n'est pas indifférent de savoir si cette variation s'est réalisée avec ou sans une modification du niveau général des prix intérieurs, par rapport au niveau des prix extérieurs. Une variation du produit national effectuée dans la stabilité des prix relatifs signifie que les désajustements, entre les flux réels et les flux monétaires, ont poursuivi un développement approximativement parallèle à celui des pays concurrents et que, de ce fait, aucune perturbation grave n'est à craindre du point de vue des échanges extérieurs. Au contraire, une hausse des prix supérieure à l'augmentation moyenne des prix des principaux pays concurrents est de nature à contribuer à la détérioration de la balance des opérations commerciales [12], tandis qu'une hausse inférieure à celle des principaux pays concurrents, et à plus forte raison une baisse, peut améliorer cette balance. Il y a donc lieu de distinguer, parmi les variations du produit national, celles qui sont accompagnées d'une *inflation* des prix relatifs, celles qui ont été réalisées avec une *déflation* de ces prix, et enfin celles qui n'ont pas modifié le niveau de ces prix et peuvent, à ce titre, être considérées comme *équilibrées*.

Cependant, une variation donnée du niveau relatif des prix prend elle-même une signification différente, selon le sens dans lequel évolue la balance des opérations commerciales. Une hausse des prix accompagnée d'une amélioration de la balance signifie généralement que le niveau antérieur des prix intérieurs fut inférieur au niveau des prix extérieurs. La hausse des prix est, dans ce cas, importée de l'extérieur par un accroissement des exportations qui dépasse l'accroissement (ou la diminution) des importations. Nous dirons donc qu'il s'agit d'une *inflation externe*. Une hausse des prix relatifs se produisant avec une

12. Nous appelons ainsi le solde des marchandises des dépenses de tourisme des services et des revenus des facteurs productifs dans les échanges avec les pays étrangers.

détérioration de la balance sera qualifiée d'*inflation interne*. Une baisse des prix avec une amélioration de la balance donnera une *déflation interne ;* une baisse des prix avec une détérioration de la balance, une *déflation externe ;* une stabilité des prix relatifs avec une amélioration de la balance signifiera que l'équilibre a été réalisé par *compensation interne* et une stabilité des prix relatifs avec une détérioration de la balance exprimera un équilibre par *compensation externe*.

Nous retiendrons donc, en fin de compte, cinq indicateurs principaux de la conjoncture : le produit national brut, l'emploi, le chômage, le prix moyen du produit national brut, la balance des opérations commerciales.

Il est évident que les variations de ces indicateurs peuvent prendre une infinité de valeurs numériques et donner lieu à une infinité de combinaisons conjoncturelles exprimées quantitativement. On peut cependant simplifier le problème, en se contentant de combinaisons qualitatives, qui, bien que moins précises que les combinaisons quantitatives, fourniront généralement un diagnostic de la conjoncture plus facile à interpréter, et tout à fait suffisant pour l'élaboration d'une politique appropriée.

À cet effet, on répartira toutes les variations possibles du produit national brut à prix constants en trois classes :

— variations plus rapides que la variation moyenne des pays étrangers et qui, pour cette raison, seront qualifiées d'*accélération ;*
— variations égales à celles des pays étrangers : *expansions moyennes ;*
— variations inférieures à celles des pays étrangers : *ralentissements*.

La combinaison de ces trois classes de variations du produit avec les six classes de variations de l'emploi et du chômage, donnera 18 classes composites représentant les mouvements des variables *réelles* :

accélération normale à chômage croissant,
accélération normale à chômage décroissant,
accélération intensive à chômage croissant,
accélération intensive à chômage décroissant,
accélération extensive à chômage croissant,
accélération extensive à chômage décroissant,

expansion moyenne normale à chômage croissant,
expansion moyenne normale à chômage décroissant,
etc., etc.
ralentissement normal à chômage croissant,
ralentissement normal à chômage décroissant,
etc., etc.,

Les 18 classes réelles ainsi obtenues peuvent se combiner à leur tour avec les six classes *monétaires*, résultant de la combinaison préalable des prix avec la balance. Il en résultera au total 108 situations conjoncturelles, telles que :

accélération normale à chômage croissant, déflation interne,
etc., etc.,
accélération intensive à chômage décroissant, inflation interne,
etc., etc.,
expansion moyenne normale à chômage croissant, équilibrée par compensation interne,
etc., etc.,
expansion moyenne normale à chômage croissant, équilibrée par compensation interne,
etc., etc.,
ralentissement intensif à chômage croissant, déflation interne,
etc., etc.

Un grand nombre de ces 108 combinaisons auront fort peu de chances de se produire dans la réalité. Certaines d'entre elles sont même impossibles, car elles supposent des mouvements contradictoires. D'autres, en revanche, sont assez fréquentes. On peut s'en rendre compte en appliquant notre typologie au cas concret d'un échantillon de pays-années. Dans le tableau I, nous l'avons fait pour la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne Occidentale, l'Italie et les États-Unis, pendant les années 1954-1962.

La chronique conjoncturelle présentée au tableau I, lue *horizontalement*, donne une image condensée et approximative de la conjoncture en Europe occidentale et aux États-Unis pendant l'année considérée. La lecture verticale de cette même chronique décrit brièvement l'évolution conjoncturelle de chacun des pays considérés. Une combinaison raisonnée de ces deux lectures permet de découvrir les foyers des impul-

Tableau I

Chronique conjoncturelle : France, Royaume-Uni, Allemagne Occidentale, Italie, États-Unis, 1954 - 1962

	France	Royaume-Uni	Allemagne Occidentale	Italie	États-Unis
1954	Expansion moyenne intensive chômage croissant compensation interne	Expansion moyenne normale chômage décroissant compensation interne	Accélération normale chômage décroissant déflation externe	Expansion moyenne intensive chômage croissant compensation interne	Ralentissement normal chômage croissant compensation interne
1955	Expansion moyenne intensive chômage décroissant déflation interne	Ralentissement normal chômage décroissant inflation interne	idem	Accélération normale chômage décroissant compensation interne	Accélération intensive chômage croissant déflation interne
1956	Accélération normale chômage décroissant inflation interne	Ralentissement normal chômage croissant inflation externe	Accélération normale chômage décroissant déflation interne	Expansion moyenne extensive chômage croissant déflation externe	Ralentissement extensif chômage décroissant déflation interne
1957	Accélération normale chômage décroissant inflation interne	Ralentissement intensif chômage croissant déflation interne	Accélération normale chômage décroissant déflation interne	Accélération normale chômage décroissant déflation interne	Ralentissement normal chômage croissant déflation interne
1958	Ralentissement normal chômage croissant inflation externe	idem	Expansion moyenne extensive chômage croissant déflation interne	Accélération normale chômage croissant déflation interne	Ralentissement normal chômage croissant déflation externe
1959	Ralentissement normal chômage croissant inflation externe	Ralentissement intensif chômage croissant déflation externe	Accélération intensive chômage décroissant déflation externe	Accélération normale chômage décroissant déflation interne	Accélération normale chômage décroissant déflation externe
1960	Accélération intensive chômage décroissant inflation externe	Ralentissement extensif chômage décroissant déflation externe	Accélération normale chômage décroissant compensation interne	Accélération normale chômage décroissant déflation externe	Ralentissement normal chômage croissant déflation interne
1961	Expansion moyenne intensive chômage décroissant inflation interne	Ralentissement normal chômage décroissant déflation interne	Accélération normale chômage décroissant déflation externe	Accélération normale chômage décroissant déflation interne	idem
1962	Accélération normale chômage croissant inflation interne	Ralentissement intensif chômage croissant déflation interne	Expansion moyenne normale chômage décroissant inflation interne	Accélération normale chômage décroissant déflation externe	Accélération normale chômage décroissant déflation externe

sions conjoncturelles et de suivre leur cheminement à travers l'économie mondiale [13].

Mais l'observation de la conjoncture n'est qu'un premier pas. Pour être efficace, l'action sur la conjoncture doit appréhender non seulement les symptômes des mouvements conjoncturels, mais aussi leurs causes profondes.

II — *Explication des mouvements conjoncturels*

L'explication de la conjoncture consiste à remonter, à partir des variations constatées des principaux indicateurs, le cours des séquences causales, à travers les différentes variables économiques, jusqu'aux variables qui peuvent être considérées comme exogènes au système économique. Ces variables exogènes sont indépendantes du système, soit d'une façon absolue (guerres, événements extérieurs au pays, variations des conditions météorologiques, cataclysmes naturels, modifications de comportement des agents économiques, modifications technologiques, etc.), soit d'une façon relative. Dans ce dernier cas, il s'agit de variations des variables dépendantes du système qui se produisent en dehors de la période considérée. Ce sont le plus souvent les variations passées que l'on exprime par des variables décalées dans le temps. Par exemple, le revenu disponible ou le chiffre d'affaires de l'année écoulée continuent à exercer leurs effets pendant l'année présente. Ce sont quelquefois les variations futures qui font l'objet des anticipations de certains agents économiques et agissent ainsi sur les décisions actuelles de ces derniers.

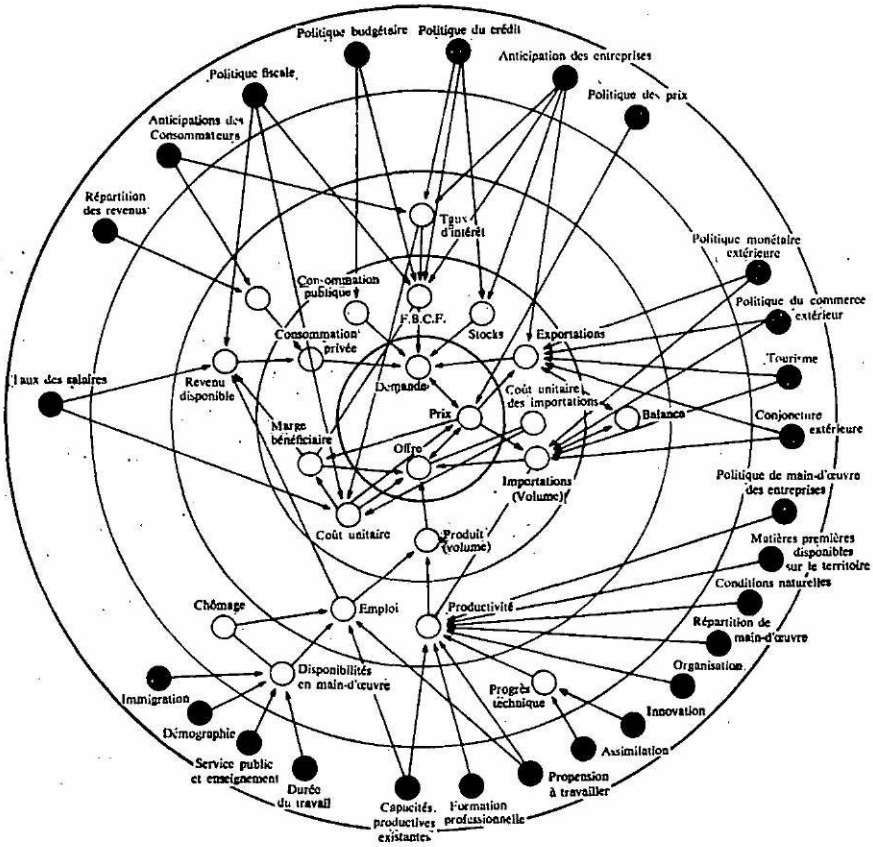
Suivie jusqu'à la variable exogène qui lui a donné naissance, une séquence causale se trouve de ce fait même entièrement expliquée, au moins du point de vue de la science économique. Bien entendu, rien n'empêche les chercheurs qualifiés de tenter l'explication des variations exogènes, telles que les guerres ou les conditions météorologiques, mais cela n'appartient pas au domaine de l'économiste. Celui-ci doit, au contraire, expliciter intégralement les cheminements enchevêtrés qui relient les variables exogènes aux principaux indicateurs de la conjoncture.

---

13. Pour un exemple concret d'une analyse conjoncturelle fondée sur cette méthode, voir notre étude : *L'Europe dans la conjoncture mondiale (esquisse d'une théorie intégrée de la conjoncture et de la croissance)*, Cahiers de l'Institut de Science Économique Appliquée, série AC no 2, mars 1963, IIe partie, chapitre II.

Tableau I

Principales liaisons causales
entre variables expliquant
la conjoncture



Il n'est évidemment pas question d'énumérer, dans le cadre restreint de cet article, toutes les variables et toutes les séquences causales qui peuvent concourir à la formation d'une situation conjoncturelle de type donné. Nous nous limiterons donc à indiquer les lignes générales d'une méthode dont nous avons établi une première ébauche dans une étude antérieure [14].

Le graphique I donne une image simplifiée des principales liaisons causales qui existent entre les variables exogènes indépendantes (cercle extérieur) et les variables endogènes dépendantes dont les différentes combinaisons déterminent les variations des principaux indicateurs de la conjoncture précédemment mentionnés.

Les variations de la conjoncture sont dues en première approximation à des modifications de l'offre et de la demande et s'expriment alors par des variations des prix (cercle du milieu) ; elles peuvent également être provoquées par des modifications autonomes des prix et s'expriment alors par des variations de l'offre et de la demande.

Les modifications de l'offre, de la demande ou des prix se répartissent ensuite en modifications dues à des causes internes au pays et en modifications déterminées par des causes externes.

Les modifications internes de la demande affectent les différentes composantes de la demande intérieure : la consommation privée, la consommation publique, la formation de capital fixe, la formation de stocks (cercle 2). Chacune de ces composantes obéit directement, ou indirectement à un certain nombre de variables exogènes (cercle extérieur). Sur le graphique I, les liaisons directes sont représentées par des traits qui relient directement les variables exogènes du cercle extérieur aux composantes de la demande figurant dans le cercle 2. Les liaisons indirectes donnent lieu à des relais, tels que le revenu disponible, la propension à consommer, le taux de l'intérêt, le taux des profits, etc. (cercle 3). En construisant le graphique I, nous avons limité volontairement le nombre des composantes de la demande finale au minimum strictement indispensable pour une analyse conjoncturelle de caractère global, afin de ne pas surcharger le dessin et de simplifier son interprétation. Mais, rien n'empêche de préciser la recherche des séquences causales, en subdivisant les variables endogènes et exogènes, ce qui entraîne automatiquement la nécessité de multiplier le nombre des

14. Voir l'ouvrage cité en note 8.

liaisons et des relais. Ainsi, la consommation privée doit être subdivisée suivant les différents groupes socio-professionnels, ce qui oblige à prendre en considération plusieurs propensions à consommer ; la consommation publique peut être répartie en plusieurs catégories de dépenses ou de produits ; la formation de capital fixe comporte au minimum la division en construction de logements, autres constructions, équipements, mais elle peut également être faite par branches d'activités qui investissent ou qui produisent les biens d'investissement.

Les modifications internes de l'offre sont synthétisées par les variations du produit intérieur brut à prix constants [15] et les variations du coût unitaire nominal de production (cercle 2). Le produit intérieur est relié aux variables exogènes qui le déterminent (cercle extérieur) par un système complexe de relais : tout d'abord par l'emploi et la productivité (cercle 3), et ensuite par les disponibilités en main-d'œuvre, le chômage et le progrès technique (cercle 4), qui déterminent l'emploi et la productivité, et qui eux-mêmes sont déterminés par un nombre considérable de variables exogènes (cercle 5). Il est évident que le fait de représenter l'offre intérieure par une seule variable, le produit intérieur brut, réduit la sensibilité du modèle aux variations de la structure sectorielle du produit, qui exerce une influence importante sur la conjoncture. Aussi bien, est-il souhaitable de décomposer le produit en un certain nombre de groupes de biens finals, dont les liaisons avec les productions intermédiaires pourront être suivies à l'aide d'un tableau des relations inter-industrielles. Il ne faut cependant pas croire que le modèle pluri-sectoriel est absolument indispensable pour expliquer les fluctuations de la conjoncture. On peut très bien se servir d'un modèle agrégé, pour tout ce qui concerne les variations des principaux indicateurs de la conjoncture, quitte à faire des analyses séparées, pour telle ou telle branche d'activité, lorsqu'il apparaît que celle-ci joue un rôle particulièrement important dans les fluctuations observées pendant la période. Il en va de même des décompositions régionales des différentes variables. Extrêmement utiles à d'autres points de vue, notamment pour l'élaboration d'une politique de croissance, elles ne sont pas absolument indispensables, lorsqu'il s'agit d'observer la conjoncture générale de la nation et de fixer les grandes lignes de la politique nationale de conjoncture.

15. Que nous assimilons ici, pour simplifier, au produit national, la différence entre les deux agrégats étant généralement minime.

Les modifications internes autonomes [16] des prix dépendent, en régime concurrentiel, des coûts. En régime monopolitique, les prix sont fixés par les monopoleurs selon un procédé plus ou moins rationnel, dans lequel les coûts tiennent toujours une place importante. Il en va de même des prix fixés par les administrations.

Les variations du coût unitaire nominal de production sont déterminées essentiellement par le taux de salaires, la fiscalité et la parafiscalité indirecte (y compris les subventions d'exploitation) et le coût des importations de matières premières.

Les modifications externes de la demande s'expriment par les variations des exportations au sens le plus large du terme (cercle 2). Les modifications externes de l'offre sont représentées par les variations du volume des importations *lato sensu,* et par celles de leur coût unitaire. Chacune de ces variables composites est déterminée par un grand nombre de facteurs exogènes que nous avons regroupés, sur le graphique I, en trois variables explicatives complexes : conjoncture extérieure, politique du commerce extérieur, politique monétaire extérieure (cercle 5). Les remarques antérieures sur les possibilités de décomposition des variables globales s'appliquent évidemment entièrement aux échanges extérieurs qui, dans des analyses plus détaillées, peuvent et doivent faire l'objet de nombreuses subdivisions de façon à pouvoir être intégrés dans un tableau des relations inter-industrielles.

En plus des dépendances, directes ou indirectes, indiquées dans le graphique I, de nombreuses variables subissent un effet de *feedback*. Ainsi, les importations ne dépendent pas seulement de variables exogènes. Elles subissent aussi l'influence de la conjoncture interne, dont elles forment cependant un des facteurs déterminants. Il en va de même des exportations, des anticipations des différents agents économiques, de la répartition des revenus, de la répartition de la main-d'œuvre, etc. Dans la mesure où cet effet de *feedback* se produit avec un décalage sensible dans le temps, on peut le considérer comme résultant des données du passé, qui deviennent des variables indépendantes au même titre que les facteurs exogènes. Si, au contraire, l'effet de *feedback* se produit rapidement, encore avant l'écoulement de la période considérée, il faut bien en tenir compte, en comprenant parmi les variables explicatives les dérivées des différentes composantes de la conjoncture in-

16. Autonomes, c'est-à-dire indépendantes de l'offre et de la demande.

terne. Les mouvements cumulatifs de la théorie du cycle ne sont autre chose que les effets de *feedback* à action simultanée ou décalée.

Les variations des principaux indicateurs de la conjoncture une fois expliquées par l'action bien déterminée des variables exogènes désignées avec précision [17], il reste une dernière tâche importante et difficile, qui consiste à indiquer aux agents de décision les points d'impact, les moyens et les quanta de l'action destinée, le cas échéant, à redresser une évolution conjoncturelle considérée comme défavorable.

III — *Action sur la conjoncture*

Les différents types d'évolutions conjoncturelles que nous avons distingués dans la première partie de cette étude sont loin de se valoir du point de vue de l'intérêt national. Il existe une véritable hiérarchie des conjonctures. Le but d'une politique de conjoncture est précisément de chercher à gravir les échelons de cette hiérarchie en essayant de se rapprocher de son sommet, dans toute la mesure où les variables exogènes indépendantes de la volonté des centres nationaux de décisions le permettent.

* * *

Afin de simplifier le problème, nous ne tiendrons compte, dans l'établissement de cette hiérarchie, que de trois indicateurs : le taux de croissance du produit national brut, le prix moyen de ce produit et la balance des opérations commerciales. Nous laisserons donc de côté l'emploi et le chômage, non pas qu'ils soient moins importants, mais parce qu'ils reflètent davantage les données structurelles de l'économie et les résultats de la politique économique à long terme, que les résultats de la politique conjoncturelle. En effet, l'action de la politique de conjoncture sur l'emploi et le chômage s'exprime essentiellement par les variations des taux de croissance. Le fait qu'un taux de croissance donné peut être réalisé avec une augmentation plus ou moins forte de l'emploi et avec une augmentation ou une diminution du chômage ne

17. Le lecteur trouvera de nombreux exemples de ces analyses dans les 30 rapports conjoncturels inclus dans notre ouvrage précité sur la conjoncture européenne.

dépend pas de la politique de conjoncture. Il est fonction des données structurelles (présence ou absence des réserves inutilisées de main-d'œuvre), des données du passé (conjoncture antérieure), et de la politique à long terme (mobilité de main-d'œuvre, importance des capacités productives, répartition territoriale de ces capacités). L'emploi et le chômage sont donc des caractéristiques indispensables d'une conjoncture considérée dans l'absolu. Ils peuvent également servir à apprécier les résultats d'une politique économique à long terme. Mais ils ne peuvent pas servir à juger et à comparer les politiques conjoncturelles à court terme. Ils sont par rapport à la conjoncture courante bien davantage des données exogènes qui agissent sur la conjoncture, que des variables dépendantes de la conjoncture. Contentons-nous donc seulement de la constatation qu'une situation conjoncturelle, caractérisée par une combinaison donnée du taux de croissance, du mouvement des prix et du mouvement de la balance des opérations commerciales, peut correspondre à 12 situations diverses du point de vue de l'emploi et du chômage.

1) *Expansion intensive* avec chômage *croissant* : l'augmentation de la production se fait par une meilleure utilisation de la main-d'œuvre employée : cas normal au début d'une reprise dans les pays où la population active augmente (France 1954, Italie 1954, États-Unis 1955). Il coïncide normalement avec une *déflation* ou une *compensation interne*.

2) Expansion *intensive* avec chômage *décroissant* : l'augmentation de la production se fait essentiellement par l'amélioration de la productivité et, malgré cela, le chômage décroît car le rythme d'augmentation de la production dépasse celui de l'accroissement de la population active. Il s'agit donc d'une expansion rapide qui peut être accompagnée ou non d'une :

— *inflation externe*, après une déflation ou une dévaluation (France 1960) ;

— *inflation interne*, si le rythme de la demande interne dépasse celui de la production (France 1961) ;

— *déflation interne*, si le rythme de la demande interne est inférieur à celui de la production qui se développe davantage par la demande externe (France et Italie 1955) ;

— *déflation externe,* si le rythme de la demande interne est supérieur à la production, mais est compensé par les importations (Allemagne 1959).

3) Expansion *normale* à chômage *croissant* : l'augmentation de la population active est plus rapide que l'augmentation de la production. Cela tient :

— soit à une augmentation accidentelle de la population active, ce que traduit une inflation interne (France 1962) ;

— soit à un ralentissement momentané de la croissance pour des raisons externes, ce que traduit une déflation interne (Italie 1958).

4) Expansion *normale* à chômage *décroissant* : l'augmentation de la production est plus rapide que l'augmentation de la population active. Cette situation normale en période d'expansion peut coïncider avec une inflation interne, si la demande interne augmente trop vite (France 1956-1957, Allemagne 1962), ou avec une déflation interne si un développement modéré de la demande interne compense le développement rapide des exportations (Royaume-Uni 1954, Allemagne 1956, 57, 60, Italie, 1957, 59, 60), ou encore avec une déflation externe si un développement rapide des importations permet de compenser le développement de la demande interne (Allemagne 1954, 55, 61, Italie 1960, 62, États-Unis 1959, 62).

5) Expansion *extensive* à chômage *croissant* : il y a un ralentissement momentané de la croissance, sans un licenciement proportionnel de la main-d'œuvre. Cette situation peut s'accompagner d'une déflation interne, si le ralentissement est dû à une contraction de la demande interne (Allemagne 1958), ou d'une déflation externe, s'il est dû à une contraction de la demande externe (demande d'exportations), cas de l'Italie en 1947, ou à la compensation d'une augmentation de la demande interne essentiellement par un accroissement des importations.

6) Expansion *externe* à chômage *décroissant*. Il n'y a pas d'exemple de ce cas. Il supposerait une augmentation de l'emploi plus rapide que celle de la production, donc une diminution de la productivité en période d'expansion.

7) *Ralentissement intensif* à chômage *croissant* : l'augmentation de la production est plus forte que l'emploi, mais trop faible pour absorber tout l'accroissement de la population active. Cette situation est normalement due à une déflation interne ou externe (Royaume-Uni 1957, 58, 59).

8) Ralentissement *intensif* à chômage *décroissant* (pas d'exemple) : ce cas signifierait une faible augmentation de la production essentiellement par accroissement de la productivité, et malgré cela l'absorption de tout l'accroissement de la population active.

9) Ralentissement *normal* à chômage *croissant*. C'est la situation normale en période de récession, et elle s'accompagne alors d'une déflation interne (États-Unis 1954, 57, 60, 61) ou externe (contraction des exportations) : États-Unis 1958.

10) Ralentissement *normal* à chômage *décroissant* : cette situation est possible dans un pays à faible augmentation de la population active (Royaume-Uni 1961).

11) Ralentissement *extensif* à chômage *croissant* : le ralentissement de la production s'effectue sans un débauchage proportionnel, et malgré cela le chômage augmente. Cela est dû normalement à une politique de déflation interne (Royaume-Uni 1962).

12) Ralentissement *extensif* à chômage *décroissant* : l'augmentation ralentie de la production s'effectue essentiellement par une augmentation du personnel, par suite du manque de capacité de production. Cette situation caractérise la fin de la période d'expansion, où la demande fléchit par déflation interne ou externe (États-Unis 1956, Royaume-Uni 1960).

Ayant fait ainsi la part de l'emploi et du chômage, nous pouvons procéder à l'établissement de la hiérarchie des conjonctures, en fonction des trois indicateurs principaux qui restent : taux de croissance, prix et balance.

D'un point de vue strictement national, pour un taux de croissance égal, les conjonctures à déflation interne sont préférables à celles qui sont équilibrées par compensation interne, car une déflation interne prépare mieux l'économie nationale à l'accélération ultérieure de la croissance. La compensation interne est, en revanche, plus favorable que la déflation externe, qui signifie qu'une fraction de la croissance a été réalisée grâce à un excédent d'importations qu'il faudra bien payer un jour par un excédent d'exportations.

L'ordre qualitatif décroissant des croissances accélérées s'établit donc comme suit :

1) accélération, déflation interne ;

2) accélération, compensation interne ;

3) accélération, déflation externe ;
4) accélération, compensation externe.

Ces quatre sortes d'accélérations qui formeront la classe I (très favorable) de nos modèles de conjoncture sont suivies de quatre cas correspondants d'expansion moyenne :

5) expansion moyenne, déflation interne ;
6) expansion moyenne, compensation interne ;
7) expansion moyenne, déflation externe ;
8) expansion moyenne, compensation externe.

L'accélération à inflation externe, qui représente le cas le moins dangereux d'inflation, est classée après les expansions non inflationnistes. En effet, l'accélération de la croissance est alors obtenue par une hausse du niveau des prix intérieurs dépassant la hausse des prix extérieurs. Cette détérioration des prix relatifs conduit nécessairement vers un renversement de la balance commerciale. Si le mouvement d'inflation n'est pas arrêté à temps, la balance ne pourra être rétablie que par une déflation ou une nouvelle dévaluation, qui nécessiteront un ralentissement plus ou moins long de la croissance. L'accélération à inflation externe est donc une situation instable qui porte en soi, dans le meilleur des cas, la menace d'un ralentissement ultérieur, et, dans le pire des cas, celle d'une inflation interne. Une croissance à déflation externe, même moins rapide, est préférable, car la baisse du niveau relatif des prix facilite le rétablissement de la balance. Quant à l'expansion moyenne à inflation externe, elle ne présente même pas l'avantage d'un taux de croissance élevé. Nous avons donc dans l'ordre :

9) accélération, inflation externe ;
10) expansion moyenne, inflation externe.

Les cas 5 à 10 inclus forment la classe II (favorable) des modèles de conjoncture.

Les trois cas de ralentissement qui suivent sont placés entre l'expansion moyenne à inflation externe et l'accélération à inflation interne et forment la classe III (conjonctures médiocres).

11) ralentissement, déflation interne ;
12) ralentissement, compensation interne ;
13) ralentissement, inflation externe.

L'expansion moyenne à inflation externe implique une menace de ralentissement ultérieur, mais vaut quand même mieux qu'un ralen-

tissement déjà consommé. En revanche, un ralentissement non-inflationniste, ou même un ralentissement à inflation externe, est préférable à une inflation interne, même si celle-ci est accompagnée d'une accélération de la croissance économique. Une inflation interne signifie que les prix augmentent, malgré la détérioration de la balance. Il s'agit donc d'une détérioration cumulative qui ne peut guère être arrêtée sans un ralentissement durable de la croissance.

Une telle accélération, ou expansion moyenne à infiation interne, vaut cependant mieux qu'un ralentissement à déflation ou à compensation externe et, à plus forte raison qu'un ralentissement à inflation interne. On peut en effet arrêter toujours une inflation interne, en ralentissant l'expansion par des mesures déflationnistes, mais on ne peut pas toujours accélérer la croissance, même au prix d'une inflation interne, lorsque ce ralentissement coïncide déjà avec une balance qui se détériore.

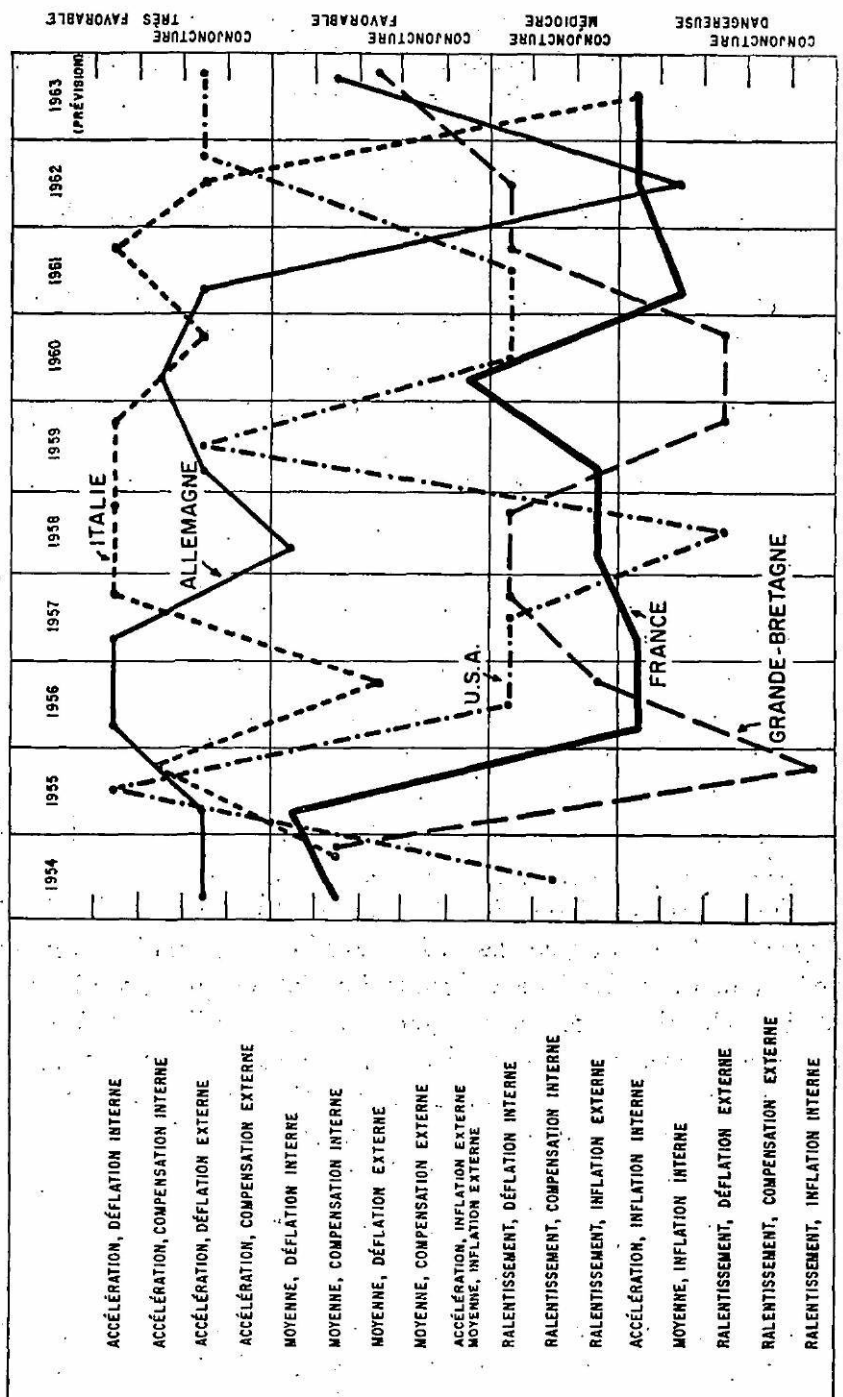
D'où la classe IV (conjonctures dangereuses) :

14) accélération, inflation interne ;
15) expansion moyenne, inflation interne ;
16) ralentissement, déflation externe ;
17) ralentissement, compensation externe ;
18) ralentissement, inflation interne.

Traçons, en fonction de la hiérarchie ainsi établie, les courbes qualitatives de conjoncture pour les quatre pays témoins d'Europe et pour les États-Unis (graphique II). Comme il fallait s'y attendre, l'Allemagne et l'Italie occupent les meilleures places. La courbe qualitative de la conjoncture française est bien moins brillante que sa courbe quantitative. Depuis 1955, elle ne quitte pas les modèles inflationnistes. La Grande-Bretagne reste confinée dans la partie inférieure du graphique, où dominent les croissances ralenties ou déflationnistes. Les États-Unis subissent des fluctuations extrêmement violentes, mais sont également fidèles aux modèles déflationnistes.

La répartition des différents pays-années entre les différents types de conjoncture dépend : 1) des données propres à la structure de ces pays ; 2) de l'évolution de la conjoncture extérieure et des variables conjoncturelles propres à chaque pays ; 3) des décisions de politique économique et des comportements des centres de décision de chaque pays.

Graphique 2 — Courbes qualitatives de conjoncture



En principe, les différences de structure devraient s'exprimer par des différences permanentes dans l'emplacement général des courbes sur le graphique. Ainsi, les pays disposant de réserves de main-d'œuvre et de productivité figurent en haut du graphique. Les pays à main-d'œuvre rare et à réserves de productivité moins grandes occupent la partie inférieure. Les États-Unis, pays à main-d'œuvre abondante, mais à réserves de productivité très limitées, possèdent une courbe à oscillations violentes qui couvrent toute la gamme des cas possibles.

L'influence de la conjoncture extérieure devrait normalement apparaître dans les similitudes des différentes courbes considérées pendant une même période. Inversement, les différences de conjoncture et de politique économique propres à chaque pays devraient apparaître comme autant d'exceptions à la similitude des courbes d'une même période.

* * *

Le choix du type d'évolution conjoncturelle doit se faire de façon à utiliser au mieux les conditions offertes par les variables exogènes indépendantes de la volonté du gouvernement intéressé. Ces variables peuvent être réparties en deux groupes : les données structurelles du pays ; les facteurs conjoncturels exogènes.

Le rythme de la croissance dépend en dernière analyse des possibilités d'augmenter l'emploi et d'accélérer la productivité. Ne peuvent donc prétendre à une croissance accélérée que les pays qui disposent de réserves de main-d'œuvre et de réserves de productivité. Les réserves de main-d'œuvre dépendent de l'accroissement naturel de la population en âge de travailler et de l'existence d'une population réduite au chômage total ou partiel. Au besoin, elles peuvent être accrues par une politique rationnelle d'immigration. Les réserves de productivité impliquent un retard relatif dans l'application généralisée du progrès technique le plus avancé. Elles s'expriment également par l'importance relative des secteurs à faible productivité en valeur, dont l'agriculture, par rapport aux secteurs à haute productivité en valeur. Le déplacement de population active vers les secteurs à haute productivité équivaut en effet à l'amélioration de la productivité moyenne de la nation. Bien entendu, la mise en œuvre des réserves de main-d'œuvre et des

réserves de productivité nécessite un minimum de ressources naturelles, d'équipements de base et de cadres qualifiés.

Les pays qui ne disposent pas simultanément de réserves de main-d'œuvre et de réserves de productivité doivent en principe se contenter d'une croissance moyenne de l'ordre de 3 à 4.5 p.c. par an. Les tentatives pour dépasser ces taux les conduiraient inévitablement vers l'inflation interne, qui les obligerait tôt ou tard à prendre des mesures déflationnistes. Le ralentissement de l'activité économique, qui en résulterait, leur ferait bientôt perdre l'avantage de l'avance réalisée précédemment. Ainsi, la France a payé, par le ralentissement des années 1958 et 1959, sa *fuite en avant* de 1956 et 1957. Elle sera probablement obligée d'en faire autant en 1964 ou en 1965, à la suite de l'inflation actuelle. Il vaut donc mieux adapter d'avance le rythme de croissance aux possibilités réelles du pays, en attachant plus d'importance à la régularité du mouvement qu'aux accélérations éphémères. Malgré sa simplicité apparente, cette tâche n'est pas facile. Elle se heurte à deux sortes d'obstacles : la variabilité des facteurs exogènes de la conjoncture ; le caractère cumulatif des mouvements conjoncturels.

Les facteurs exogènes de la conjoncture sont les conditions naturelles (conditions météorologiques, cataclysmes naturels) et la conjoncture extérieure. Leur action directe sur la conjoncture intérieure du pays s'exprime en dernière analyse par des variations plus ou moins brutales et plus ou moins amples de la productivité. Une variation importante des conditions naturelles influe sur les récoltes, les transports, la construction, la consommation d'énergie. Une variation de la conjoncture extérieure modifie les conditions des échanges commerciaux avec l'étranger. Il en résulte des gains ou des pertes de productivité qui se superposent à la tendance à long terme résultant du progrès technique et du déplacement de main-d'œuvre vers les branches à productivité élevée. Ces gains ou ces pertes sont susceptibles d'accroître, ou de diminuer, momentanément le rythme de croissance déterminé par les conditions de structure et par la politique à long terme.

Un pays affecté par une perte conjoncturelle de productivité ne doit évidemment pas s'obstiner contre vents et marées à maintenir, en période courte, son rythme de croissance de longue période, en cherchant à exécuter coûte que coûte son plan antérieur de production s'il s'agit d'une économie à gestion centralisée, ou en stimulant la de-

mande s'il s'agit d'une économie à gestion décentralisée [18]. À l'instar du mécanisme de suspension des automobiles modernes dont les roues suivent les inégalités du terrain sans qu'il en résulte un choc brutal sur la carrosserie, la politique économique doit épouser les sinuosités inévitables de la conjoncture exogène pour tout ce qui concerne l'utilisation rationnelle des facteurs productifs. Cela, afin d'éviter ce que l'on pourrait appeler le dérapage inflationniste de l'économie. En même temps, elle doit chercher à amortir les conséquences des perturbations subies par l'appareil productif sur ce qui constitue l'objectif ultime de l'activité économique, c'est-à-dire le maintien d'un flux continuellement et régulièrement croissant des services aux générations actuelles et aux générations futures des consommateurs [19].

Le choix des modèles d'évolution conjoncturelle en fonction des conditions de structure et de conjoncture exogène se fera donc suivant le schéma présenté au tableau II.

Dans le choix des modèles à retenir, nous avons évité à dessein les modèles de la classe IV, c'est-à-dire tous les modèles à inflation interne, ainsi que les ralentissements à déflation ou à compensation externe. Il s'agit là, en effet, de modèles extrêmement dangereux pour le développement ultérieur de la conjoncture. Une politique économique rationnelle consiste précisément à utiliser au mieux les conditions de structure et de conjoncture exogènes, tout en préservant l'économie nationale de dérapages de ce genre. Cela est d'autant plus difficile qu'une fois déclenchés par l'action d'un facteur exogène, les mouvements de conjoncture tendent à prendre une forme cumulative qui augmente leur force initiale.

Pour expliquer le caractère cumulatif des mouvements conjoncturels, la théorie économique se sert depuis longtemps de schémas formels, dont les plus connus sont ceux des différents multiplicateurs et accélérateurs. Les premiers nous montrent qu'une variation initiale de la dépense se répercute automatiquement sur les revenus, dont les variations s'expriment par de nouvelles variations de la dépense. Les seconds font intervenir la relation entre les flux de produits et les stocks

18. Voir à ce sujet notre article : « Conjoncture et développement planifié », *Économie Appliquée*, janvier-mars 1962.

19. Sur la finalité de l'activité économique, voir notre étude : *La rationalité économique du socialisme ; un exemple, l'économie polonaise à l'heure des choix*, Cahiers de l'Institut de Science Économique Appliquée, Série G, Paris, 1956.

Tableau II

Conditions de structure	Conditions de conjoncture exogène	Modèle à retenir en tant qu'objectif de politique économique (ordre des préférences décroissant).
Offre de main-d'oeuvre élastique. Importantes réserves de productivité. Ressources naturelles suffisantes. Équipements de base et cadres satisfaisants.	Favorables ou normales	**Classe I** Accélération, déflation interne Accélération, compensation interne Accélération, déflation externe Accélération, compensation externe
	Nettement défavorables	**Classe II** Moyenne, déflation interne Moyenne, compensation interne Moyenne, déflation externe Moyenne, compensation externe Accélération, inflation externe (Ce groupe de modèles sera désormais désigné ainsi : *modèles de classe II*).
idem, sauf en ce qui concerne la main-d'oeuvre.	Favorables ou normales	La réalisation des modèles de classe I est possible, à condition de pratiquer une politique libérale d'immigration. Sinon, il faut se résigner à l'application des modèles de la classe II.
	Nettement défavorables	Modèles de la classe II ou même de la classe III.
idem, sauf en ce qui concerne les réserves de productivité	Favorables ou normales	Classe II
	Nettement défavorables	Classe III
idem, sauf en ce qui concerne les ressources naturelles.	Favorables ou normales	Classe I possible à condition de pratiquer une politique de dépenses publiques et de salaires extrêmement prudente.
	Nettement défavorables	Classe II ou III
idem, sauf en ce qui concerne l'existence d'équipements et de cadres.	Favorables	Parmi les modèles de la classe I, seul le modèle à déflation externe est possible, à condition que le pays bénéficie d'importants transferts ou crédits extérieurs. Sinon, il faut se contenter de modèles de la classe II ou III, dont la réalisation implique une politique de dépense publique et de salaires extrêmement prudente. L'accélération de la croissance par les moyens propres du pays exigerait une compression sévère de la consommation privée et publique qui ne peut guère être réalisée sans un recours aux moyens de contrainte.
	Nettement défavorables	Classe III (sous réserve des conditions précédentes).
Importantes réserves de main-d'oeuvre et de production. Absence de ressources naturelles, d'équipements de base et de cadres.		**Classe III** Croissance ralentie, déflation interne Croissance ralentie, compensation interne Croissance ralentie, inflation externe L'aide extérieure financière et technique est indispensable pour accélérer la croissance. Celle-ci doit se faire par la création des industries de transformation à salaires faibles. Elle doit être accompagnée d'une émigration importante de main-d'oeuvre vers les pays plus favorisés.

de biens intermédiaires. Une accélération des flux des produits finals exige normalement (c'est-à-dire lorsque les capacités productives des stocks sont déjà pleinement utilisées) un accroissement approximativement proportionnel des stocks, lequel ne peut être obtenu que par une accélération plus que proportionnelle de la production de biens intermédiaires. Inversement, une décélération des flux de produits finals, provoquera une décélération plus que proportionnelle de la production de biens intermédiaires, il ne sera plus nécessaire d'accroître le stock des biens et on pourra même cesser de les renouveler pendant un certain temps.

Ne pouvant supprimer la cause des fluctuations conjoncturelles déclenchées par des facteurs exogènes, la politique économique devrait au moins chercher à atténuer la propagation cumulative. Elle doit donc agir sur les mécanismes de multiplication et d'accélération, afin d'empêcher la naissance des tensions inflationnistes ou déflationnistes qui rendraient impossible la réalisation des modèles précédemment retenus en fonction des possibilités objectives de l'économie. En effet, les tensions inflationnistes s'expriment par une hausse des prix qui, si elle devance la hausse des prix extérieurs, provoque une détérioration de la balance des opérations commerciales et conduit vers l'inflation interne. Or, celle-ci ne peut durer indéfiniment et devra, par conséquent, être suivie d'une déflation; que cette dernière soit accompagnée ou non, d'une dévaluation, le résultat final est le même: un ralentissement plus ou moins prolongé de l'activité économique et une baisse du niveau de vie des classes populaires.

Quant aux tensions déflationnistes, au sens absolu du terme [20], pour peu qu'on les laisse se développer cumulativement, elles mènent directement à ce même résultat.

Le choix du type d'évolution conjoncturelle approprié aux conditions structurelles de l'économie ne représente donc qu'une partie des tâches qui incombent à la politique économique. Elle doit de plus veiller à l'adaptation de l'évolution choisie aux aléas de la conjoncture exogène et à l'amortissement des mouvements cumulatifs que les variations de cette conjoncture sont susceptibles de provoquer. L'accomplissement

20. A la différence de la déflation *relative* qui figure parmi les caractéristiques de nos modèles conjoncturels et qui désigne une baisse du niveau *relatif* des prix intérieurs par rapport aux prix extérieurs, la déflation absolue, équivaut à la notion classique de déflation, soit : insuffisance de la demande par rapport à l'offre.

des tâches ainsi définies exige des moyens d'action, dans le choix desquels la comptabilité nationale joue un rôle particulièrement important.

*
* *

Ce choix est d'autant plus difficile que les conditions de structure et de conjoncture exogènes sont moins favorables. Il comporte deux démarches distinctes, quoique intimement liées : le choix des instruments à utiliser ; l'estimation de l'importance quantitative de ces instruments.

L'action de la politique économique peut porter sur la demande, sur l'offre et sur les prix.

L'action sur la demande s'exerce essentiellement par la fiscalité et la parafiscalité directe, par la politique budgétaire, par la politique des investissements, par la politique des exportations, par la politique du crédit, par la politique des salaires.

Les possibilités d'action directe sur l'offre dans les économies de type occidental sont plus limitées. Ce sont : les subventions ; les crédits publics ; la politique des importations ; à plus long terme, la politique d'immigration, la politique des investissements, la politique des logements ouvriers, la politique des transports, etc.

L'action sur les prix n'est efficace que si elle s'exerce indirectement par le truchement des coûts de production, au moyen de la fiscalité et de la parafiscalité indirecte, de la politique des salaires, de la politique des investissements, de la politique du crédit, de la politique des importations.

La réalisation des modèles à croissance rapide sans inflation (modèles de la classe I ou II suivant les conditions objectives de l'économie) implique une demande constamment mais lentement croissante de façon à entraîner la production, sans provoquer des emballements accélérés des investissements. Ceux-ci doivent représenter une proportion approximativement constante du produit national [21]. Tout doit être fait pour accroître l'élasticité de l'offre, de façon à ce qu'elle puisse s'adap-

21. Pour la justification de cette proposition, voir notre étude : *L'Europe dans la conjoncture mondiale*, IVe partie, chapitre II, section III. Cahiers de l'Institut de Science Économique Appliquée, Série AC no 2, mars 1963.

ter, dans un minimum de temps, aux fluctuations de la demande et aux aléas de la conjoncture exogène. Tout doit être fait également pour abaisser les coûts de production et accroître la compétitivité des exportations.

Les moyens nécessaires à la réalisation de ces objectifs sont :

1) Si l'offre de main-d'œuvre nationale n'est pas suffisamment élastique, une politique libérale d'immigration ;
2) Si le pays bénéficie déjà d'une productivité relative très élevée, il peut encore accélérer sa croissance en s'abstenant de toute intervention en faveur des activités dont la productivité marginale en valeur est inférieure à celle des autres activités. En ce qui concerne en particulier l'agriculture, la collectivité doit garantir les producteurs agricoles contre les calamités naturelles, mais elle ne doit, en aucun cas, chercher à maintenir les exploitations non rentables en les incitant à produire des excédents non vendables ;
3) Une politique très libérale d'importation, surtout en ce qui concerne les importations de matières premières et de produits de consommation populaire ;
4) Acceptation des détériorations *temporaires* de la balance des opérations commerciales, afin de freiner une hausse des prix devançant la hausse des prix extérieurs ; mais, en même temps, prise de mesures de déflation, afin de préparer l'amélioration de la balance ;
5) Les mesures de déflation peuvent porter sur la demande intérieure finale (freinage de la consommation ou de l'investissement publics, action sur le revenu disponible des ménages par des mesures de fiscalité directe, action sur la propension à consommer des ménages par la limitation du crédit à la consommation) mais ne doivent, en aucun cas, aboutir à un accroissement des charges indirectes et des coûts de production ;
6) Les fluctuations globales de la consommation privée peuvent être atténuées par des variations en sens inverse de la charge fiscale et para-fiscale directe et par celles des transferts directs dont bénéficient les ménages. On peut, en outre, agir sur la demande de biens durables en faisant varier les conditions d'octroi du crédit à la consommation ;
7) La proportion de l'investissement industriel dans le produit national doit être maintenue à un niveau sensiblement constant. Le

rythme d'accroissement de l'investissement doit être approximativement égal au rythme d'accroissement du produit national. Mais les instruments de politique économique dont disposent les pays occidentaux sont généralement insuffisants pour réaliser une telle régulation des investissements privés. La régulation de l'investissement par le maintien du taux de l'intérêt est en principe à rejeter, car elle agit sur les coûts de production. Reste la possibilité de compenser les fluctuations de l'investissement privé par des mouvements en sens inverse de l'investissement public. Une planification, ne serait-ce qu'indicative, peut rendre de grands services dans ce domaine, en fournissant une base de prévision plus sûre que les études du marché isolées des entreprises particulières, surtout si elle est organisée de façon à faire participer les industriels à la préparation du plan [22] ;

8) Les désajustements accidentels de courte durée de l'offre doivent être compensées de préférence par une variation inverse des importations ;

9) Les ajustements durables de l'offre doivent pouvoir s'exprimer librement dans la structure des prix relatifs, afin de provoquer les ajustements nécessaires ;

10) L'État doit veiller à la mobilité des facteurs productifs et s'abstenir de toute action tendant à maintenir les structures non-adaptées aux conditions nouvelles de demande et de production ;

11) Les fluctuations des exportations peuvent être compensées par les variations inverses de la consommation et de l'investissement publics ou par les variations de la consommation privée, à condition toutefois de laisser les importations suffisamment libres pour qu'elles freinent les mouvements des prix qui pourraient en résulter.

Parmi les moyens ci-dessus énumérés, certains supposent une action quantitative. Il en est ainsi lorsqu'il s'agit de compenser le développement de certains éléments de la demande, par la compression d'autres éléments, ou encore, lorsqu'il s'agit d'atténuer les fluctuations de la consommation privée par des variations en sens inverse des transferts directs et de la charge fiscale et para-fiscale directe. Dans ces cas, il est indispensable de calculer approximativement l'importance quantitative

22. Comme c'est le cas de la France par le truchement des commissions de modernisation.

de l'effet que l'on cherche à obtenir et l'importance quantitative des moyens à mettre en œuvre.

Une estimation approximative du quantum d'action, nécessaire pour obtenir un effet donné, peut être calculée à l'aide de *modèles décisionnels*. Il s'agit de systèmes d'équations qui explicitent les relations entre les variables exogènes et les variables dépendantes, à l'aide de paramètres dont les valeurs numériques ont été préalablement déterminées par la méthode de régression. Le rôle de la comptabilité nationale dans la construction de ces modèles consiste à favoriser toutes les relations comptables du système. Ces relations comptables ne sont pas suffisantes en elles-mêmes pour déterminer le système d'équations d'un modèle décisionnel. Elles doivent être complétées par des relations de comportement, des relations techniques et des relations institutionnelles. Mais elles sont absolument indispensables pour assurer la cohérence logique des définitions utilisées.

Un tel modèle peut servir tout d'abord à prévoir l'évolution conjoncturelle, en indiquant les valeurs probables des variables dépendantes, en fonction des variables indépendantes sur l'évolution desquelles des hypothèses spéciales devront être établies. Il s'agit donc d'une prévision conditionnelle dont la réalisation dépend de la réalisation des hypothèses concernant les variables indépendantes.

Le modèle devient décisionnel lorsque les valeurs désirées de certaines variables dépendantes y sont substituées à la place des inconnues. Elles deviennent ainsi, en tant qu'objectifs à atteindre, des variables indépendantes, tandis que les variables représentant l'action à entreprendre (variables instrumentales) qui, précédemment, faisaient fonction de variables indépendantes, deviennent à leur tour des inconnues.

La solution du système ainsi transformé donne la valeur numérique des variables instrumentales, en fonction des objectifs et des variables exogènes. Cette valeur n'est évidemment valable que si les hypothèses concernant les variables exogènes se vérifient, si les valeurs numériques des paramètres retenues n'ont pas changé et si le rythme des variations des différentes variables n'a pas varié d'une façon trop brutale.

Cette dernière condition est particulièrement intéressante. Elle met en évidence la principale lacune de la méthode des modèles et souligne l'importance que représente la régularité du développement économique, en tant qu'objectif de la politique économique.

Considérons tout d'abord l'aspect méthodologique de la question. Quelle que soit la perfection mathématique des modèles, ils ne seront jamais capables d'exprimer des variations irrégulières et imprévisibles des rythmes, qui faussent les relations existantes entre les variables à un moment donné, même si la variation finale réalisée dans l'année est conforme aux prévisions. Cette carence n'a même pas besoin d'être démontrée pour les modèles statiques qui décrivent la situation de départ et la situation d'arrivée sans se préoccuper de ce qui se passe entre les deux. Mais, il n'en va pas de même dans les systèmes dynamiques. Quels que soient la forme et le degré des équations utilisées, qu'il s'agisse par exemple d'équations différentielles ou d'équations finies, les liaisons qu'elles expriment supposent toujours une entière régularité dans les variations *relatives* des variables, régularité qui ne se réalise que si chacune des variables envisagées a suivi dans le temps le sentier qui lui a été assigné.

Quant à l'importance de la régularité du point de vue de la politique économique, elle résulte du fait que toute modification du rythme de variation d'une variable par rapport à d'autres variables tend à se propager cumulativement. Lorsque les modifications des rythmes relatifs sont graduelles, les mouvements cumulatifs ont une amplitude très faible, s'amortissent rapidement et sont faciles à compenser. Une modification brutale déclenche au contraire des mouvements cumulatifs de grande amplitude dont la compensation est à la fois longue et difficile, voire même impossible. Une compensation vraiment efficace de tels mouvements exigerait une reconversion trop profonde du système productif pour être accomplie dans des délais utiles.

Tout imparfaite qu'elle soit, la méthode des modèles décisionnels constitue à l'heure actuelle le seul moyen disponible pour rationaliser l'estimation quantitative des moyens à mettre en œuvre par la politique économique. Son efficacité peut être améliorée considérablement par le raccourcissement de la période sur laquelle portent les prévisions et par une révision continue des hypothèses sur les variables exogènes de la conjoncture [23].

Pour cela, il faudrait que les comptes nationaux soient établis à des intervalles plus rapprochés, au moins trimestriels, sinon mensuels,

23. Voir notre article : « Conjoncture et développement planifié », *Économie Appliquée*, janvier-mars 1962.

ce qui implique un effort très considérable et coûteux dans le domaine de la collecte et de l'élaboration des données statistiques.

Mais, malgré son importance, l'estimation du quantum d'action est moins essentielle que l'orientation *qualitative* des choix de politique économique. Nous croyons avoir montré que, dans ce dernier domaine, les possibilités de perfectionnement sont très étendues. Ajoutons que dans l'action pratique des gouvernements, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, elles sont encore très insuffisamment exploitées. Or, des progrès considérables pourraient être réalisés dans cette voie, sans un accroissement sensible du volume disponible d'informations. Il suffit pour cela que l'effort consenti pour l'interprétation scientifique des données de la comptabilité nationale suive de plus près les progrès très appréciables accomplis depuis vingt ans par cette discipline.

Jean MARCZEWSKI,
professeur à la
Faculté de Droit et de Sciences économiques (Paris).